

**Art. 13.** En ce qui concerne les mesurages effectués aux endroits accessibles au public, les signaux provenant des antennes émettrices fixes et temporaires ayant une fréquence entre 10 MHz et 10 GHz, sont additionnés afin de contrôler si la norme de qualité écologique, visée à l'article 2.14.2.1 du titre II du VLAREM, est respectée. Pour additionner les champs électriques de ces signaux, la formule, visée à l'article 2.14.2.1, alinéa deux, du titre II du VLAREM, est appliquée.

Lors des mesurages effectués à des endroits résidentiels, les signaux provenant d'antennes fixes telles que visées à , sont également mesurés. Pour ces signaux, il est contrôlé si la contribution de chaque antenne fixe individuelle ne dépasse pas la valeur limite pour le niveau  $E_{\text{moyenne}} 6$ , visée à l'article 6.10.2.1, alinéa premier, du titre II du VLAREM.

Conformément à l'article 1.1.2. Définition ondes électromagnétiques (chapitre 2.14 et 6.10) du titre II du VLAREM, il faut entendre dans l'alinéa deux par  $E_{\text{moyenne}} 6$  : l'intensité moyenne RMS du champ électrique sur une période arbitraire de six minutes, exprimée en Volt par mètre.

**Art. 14.** Afin de contrôler l'intensité calculée du champ électrique à puissance maximale indiquée dans la demande de l'attestation de conformité, visée à l'article 6.10.2.3, alinéa deux, du titre II du VLAREM, le mesurage est effectué tel que décrit dans l'annexe 5 de la recommandation ECC/REC/(02)04.

CHAPITRE 5. — *Exigences pour les appareils de mesure.*

**Art. 15.** Un appareil de mesure de larges bandes doit être capable de mesurer l'intensité totale du champ électrique dans la plage des fréquences de 10 MHz à 10GHz de toutes les antennes émettrices fixes et temporaires qui contribuent à l'exposition à l'endroit de mesure. Si plusieurs sondes sont nécessaire pour mesurer tous les signaux des antennes émettrices fixes et temporaires ayant une fréquence entre 10 MHz et 10 GHz, le mesurage est effectué avec chaque sonde et l'intensité totale du champ électrique est calculée suivant la formule, visée à l'article 3, alinéa deux, du présent arrêté.

L'appareil de mesure des larges bandes doit répondre aux exigences, visées aux chapitres 8.2.1.3 et 8.2.1.4 de la NBN EN 50492.

L'opérateur tient un document à disposition qui démontre que l'appareil et la sonde sont calibrés suivant les exigences du fabricant.

**Art. 16.** L'analyseur de spectre doit être capable de mesurer dans la plage des fréquences de 10 MHz à 10GHz la contribution à l'intensité du champ électrique de toutes les antennes émettrices fixes et temporaires à l'endroit de mesure. Plusieurs sondes peuvent être utilisées pour mesurer l'intensité du champ électrique d'antennes émettrices fixes et temporaires ayant une fréquence entre 10 MHz et 10 GHz.

L'analyseur de spectre doit répondre aux exigences, visées aux chapitres 8.2.2.2 et 8.2.2.3 de la NBN EN 50492.

L'opérateur tient un document à disposition qui démontre que l'appareil et la sonde sont calibrés suivant les exigences du fabricant.

Bruxelles, le 12 mai 2014.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,  
J. SCHAUVLIEGE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29523]

#### 25 JUILLET 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 25 juillet 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, rendu le 25 juillet 2014;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, ne peut plus s'appliquer à l'actuel Gouvernement;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible; que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement de la Communauté française délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement de la Communauté française délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, chacun des groupes politiques formant la majorité étant représenté.

§ 2. L'ordre du jour est établi par le Ministre-Président.

§ 3. Ne sont systématiquement pas inscrits à l'ordre du jour, sauf urgence dûment justifiée :

— les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint, sauf dans les cas où l'avis de l'inspection des Finances n'est pas requis ou si l'Inspection des Finances n'a pas remis son avis dans les dix jours calendrier après réception du dossier complet;

— les points pour lesquels l'accord du Ministre de la Fonction publique n'est pas joint, sauf dans les cas où l'accord du Ministre de la Fonction publique n'est pas requis ou si le Ministre de la Fonction publique n'a pas remis son accord dans les dix jours calendrier après réception du dossier complet;

— les points pour lesquels l'accord du Ministre du Budget n'est pas joint, sauf dans les cas où l'accord du Ministre du Budget n'est pas requis ou si l'accord du Ministre du Budget a été sollicité au moins dix jours calendrier avant la date de la séance du Gouvernement.

— Les points pour lesquels l'avis de la Cellule administrative spécifique « développement durable » (CASDD) n'est pas joint, sauf dans les cas où cet avis n'est pas requis ou s'il n'a pas été rendu dans les 10 jours calendrier après réception du dossier complet.

§ 4. Les points non inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée.

§ 5. Un Ministre peut demander l'évocation de toute affaire relevant d'une matière déléguée.

§ 6. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

**Art. 3.** Sur proposition du Ministre-Président, le Gouvernement peut inviter à assister à sa séance tout Ministre qui est membre soit du Collège de la Commission communautaire française, soit du Gouvernement de la Région wallonne, soit du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale et qui appartient au rôle linguistique francophone.

Le ministre invité porte la qualité de « Ministre associé » et n'est pas pris en compte pour les règles de délibération visées à l'article 2.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement de la Communauté française délibère de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire relatif aux matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté française délibère de toute proposition de décret posée à l'ordre du jour d'une Commission au Parlement de la Communauté française et peut délibérer sur les propositions d'amendement.

§ 3. Il délibère, en outre, dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 4. Le Gouvernement constitue un Conseil des Ministres restreint composé du Ministre-Président et des Vice-Présidents. Il se réunit avant le Gouvernement à l'initiative du Ministre-Président qui en arrête l'ordre du jour. Il peut être élargi à la présence d'un Ministre fonctionnel.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement adopte tout projet de décret relatif au budget de la Communauté française et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française.

§ 2. Trimestriellement, une situation budgétaire complète en ce qui concerne les engagements, les ordonnancements et les recettes est transmise à chacun des membres du Gouvernement de la Communauté française par le Ministre du Budget dans un délai de quinze jours après expiration de la période concernée.

§ 3. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Le Ministre-Président et les Vices-Présidents ont un accès direct à la comptabilité de l'ensemble des engagements et ordonnancements.

§ 4. Semestriellement, pour chaque organisme d'intérêt public, le ou les Ministre fonctionnellement compétent(s) transmet(tent) une situation relative aux éventuels programmes d'investissement de l'organisme.

**Art. 6.** En l'absence de mise en œuvre des dispositions relatives à la redistribution des allocations de base, le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent le projet de délibération tendant à autoriser l'engagement, l'ordonnancement et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés ou en cas de refus de visa de la Cour des comptes.

**Art. 7.** Le Gouvernement de la Communauté française délibère de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique de la Communauté française, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement ou partiellement au moyen de subventions à charge du budget de la Communauté française.

**Art. 8.** Les programmes d'investissements matériels couvrant une ou plusieurs années font l'objet d'une délibération du Gouvernement de la Communauté française avant l'adoption des projets de budget.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et, s'il échec, celle de leurs bénéficiaires.

Cet article ne concerne pas les bâtiments scolaires, le programme pour les travaux prioritaires pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, le Fonds de garantie des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel et libre et le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné.

**Art. 9.** Toute circulaire à portée générale est cosignée par le Ministre-Président.

Toute circulaire à portée générale est transmise, sans délai, par son auteur aux autres membres du Gouvernement.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent article relatif à la fonction publique, on appelle :

— dossiers A :

1° les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;

2° l'octroi des délégations en matière de personnel et de budget pour ce qui concerne le ministère;

3° le cadre organique et l'organigramme du ministère.

4° tout acte relatif au régime des mandats relevant expressément du Gouvernement, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII.

— dossiers B :

1° l'octroi d'autres délégations à des fonctionnaires;

2° les cadres organiques des organismes d'intérêt public;

3° les déclarations de vacance d'emplois de directeur général adjoint expert et de directeur;

4° les promotions et l'octroi de fonctions supérieures au grade de directeur général adjoint expert et de directeur;

5° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les chambres de recours concernant des agents de rang 12 au moins;

— dossiers C : les autres décisions administratives relatives au personnel, à l'exception de celles ayant fait l'objet de délégations à des fonctionnaires.

§ 2. Le Secrétaire général, les Administrateurs généraux et les Directeurs généraux et les fonctionnaires-dirigeants des organismes d'intérêt public transmettent simultanément tout dossier visé au § 1<sup>er</sup>, au Ministre-Président, au Ministre de la Fonction publique et au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s). En outre, ils transmettent simultanément les dossiers A visés au § 1<sup>er</sup>, au Ministre du Budget.

Chaque Ministre réceptionnaire du dossier dispose d'un délai de quinze jours ouvrables pour faire connaître son avis à celui de ses collègues compétents pour le soumettre au Gouvernement ou pour décider. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

En cas de divergence d'avis, il est procédé à une concertation chez le Ministre de la Fonction publique dans un délai de dix jours ouvrables. A défaut d'accord, le dossier est évoqué en Gouvernement.

§ 3. Sans préjudice des initiatives qu'il revient à l'administration de prendre, est compétent pour donner à celle-ci les instructions utiles à la préparation des décisions :

— en ce qui concerne les dossiers A, le Ministre de la Fonction publique pour le ministère ou le Ministre de la Fonction publique, d'initiative ou à la demande du (des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) pour les organismes d'intérêt public;

— en ce qui concerne les dossiers B et C, le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), d'initiative, le Ministre de la Fonction publique étant informé sans délai, ou à la demande du Ministre de la Fonction publique, pour le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) pour les organismes d'intérêt public.

Le Ministre de la Fonction publique veille à la cohérence des situations administratives des agents.

§ 4. Les dossiers A sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant le ministère sont soumis au Gouvernement par le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) sur avis conforme du Ministre de la Fonction publique rendu dans un délai de 5 jours ouvrables.

Pour les procédures disciplinaires, en cas d'avis négatif du Ministre de la Fonction publique sur la proposition présentée par le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), celui-ci pourra introduire le dossier au Gouvernement afin de recevoir des explications complémentaires.

Les dossiers B concernant les organismes d'intérêt public sont soumis au Gouvernement par le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

§ 5. Le Gouvernement est seul compétent pour les dossiers A et B.

Sans préjudice des dispositions du §3, le (les) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est compétent pour les dossiers C concernant le Ministère sur proposition de l'administration. Si le Ministre ne suit pas la proposition émise par l'administration ou s'il ne prend pas de décision, il est procédé à une concertation chez le Ministre de la Fonction publique. A défaut d'accord, la décision est prise par le Ministre de la Fonction publique.

Une copie de la décision du(des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est transmise sans délai au Ministre de la Fonction publique.

Le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est compétent pour les dossiers C concernant chacun des organismes d'intérêt public. Une copie de la décision du(des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est transmise sans délai au Ministre de la Fonction publique.

§ 6. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos de tous les dossiers A concernant le ministère.

Le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) sont chargés de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers B concernant le Ministère et chacun des organismes d'intérêt public.

**Art. 11.** Lorsque la Communauté française est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, le Gouvernement de la Communauté française arrête les éléments de la politique de la Communauté française, désigne ses représentants auprès de ces organes ou organismes, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement de la Communauté française est seul qualifié pour émettre au nom de la Communauté française un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

§ 2. Le Ministre-Président coordonne toute procédure d'avis, de concertation, d'association, de contentieux ou de coopération avec l'Etat fédéral, les entités fédérées ou les institutions européennes et internationales.

Ces procédures sont préparées conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent, à l'initiative de ce dernier.

§ 3. Le Gouvernement de la Communauté française délibère sur les projets de traité et d'accord de coopération, sur présentation du Ministre-Président, conjointement avec le Ministre fonctionnel et avec le Ministre chargé des Relations internationales s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

§ 4. Préalablement à leur approbation par le Gouvernement de la Communauté française, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent, à l'initiative de ce dernier, ceci conjointement par le Ministre chargé des Relations internationales et le Ministre fonctionnellement compétent s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

**Art. 13.** § 1. Ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement :

- 1° l'octroi de crédits qui ont fait l'objet d'une inscription nominative au budget de la Communauté française;
- 2° les arrêtés de subvention à charge du budget dont le libellé identifie le seul bénéficiaire;
- 3° les investissements des institutions universitaires organisés par la Communauté française;
- 4° l'octroi de subventions et les contrats de services à imputer sur le budget des dépenses courantes, dont le montant cumulé, sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire, est inférieur à (250.000 EUR);
- 5° les promesses de principe ainsi que l'octroi de subventions à imputer sur le budget des dépenses de capital, dont le montant cumulé, sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire, est inférieur à (750.000 EUR);
- 6° les investissements directs dont le montant est inférieur à (750.000 EUR);
- 7° les engagements et liquidations de subventions et allocations de fonctionnement en matière d'enseignement, de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires;
- 8° les engagements et liquidations d'autres subventions de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires, sans possibilité d'intervention du Ministre responsable, ni sur le principe de l'octroi du subside, ni sur le montant de celui-ci;
- 9° à l'exception des présidents et vice-présidents, les membres des Chambres de recours et des commissions paritaires dans l'enseignement, proposés par les organisations représentatives des travailleurs et les pouvoirs organisateurs sont désignés par le Ministre de la Fonction publique, en concertation avec les Ministres compétents.

10° a) la composition, le fonctionnement et la désignation des membres des commissions consultatives, des conseils supérieurs et conseils d'avis;

b) toutefois, à la fin de chaque année civile, une liste est communiquée au Gouvernement reprenant les engagements de dépenses courantes, les promesses de principe et les engagements de dépenses de capital inférieurs à (750.000 EUR) et supérieurs à (125.000 EUR), ainsi que l'énumération des nouveaux services et institutions agréés et subsidiés en application des dispositions décrétales ou réglementaires.

Le présent paragraphe ne concerne pas les dépenses en matière de bâtiments scolaires, ni celles des organismes d'intérêt public de type B, ni celles des organismes soumis à un contrat de gestion, ni celle des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française;

11° les actes à portée individuelle (y compris les sanctions et procédures disciplinaires, à l'exception des sanctions disciplinaires égales ou supérieures au déplacement disciplinaire) concernant les membres des personnels des établissements d'enseignement, des services d'inspection et des centres PMS.

§ 2. Le Ministre fonctionnellement compétent est saisi des rapports d'activités, comptes annuels et bilans financiers des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française.

Copie est transmise au Ministre-Président et au Ministre du Budget.

Le Gouvernement décide de la constitution de nouvelles ASBL qui sont l'émanation de la Communauté française.

§ 3. 1° En ce qui concerne la formation en cours de carrière, chaque Ministre l'organise pour le niveau d'enseignement pour lequel il est responsable.

2° Chaque Ministre est habilité à adresser des injonctions aux Inspecteurs relevant du niveau d'enseignement dont il est responsable.

3° En ce qui concerne la recherche, si, ponctuellement, un programme de recherche concerne la recherche fondamentale et la recherche appliquée, il y aura concertation à ce propos entre le Ministre chargé de la recherche scientifique d'une part, et le Ministre fonctionnellement concerné par la recherche appliquée d'autre part.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup> Est soumis à l'accord du Gouvernement le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, des marchés publics visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ci-après dénommée la loi, dont l'estimation est supérieure aux montants figurant au tableau ci-après :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	8.550.000 euros	1.850.000 euros	570.000 euros
Fournitures	5.700.000 euros	570.000 euros	290.000 euros
Services	1.715.000 euros	290.000 euros	145.000 euros

§ 2. L'accord du Gouvernement est également requis avant l'attribution du marché lorsque le montant estimé du marché est inférieur au montant correspondant fixé au § 1<sup>er</sup>, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant de plus de quinze pour cent, ou dans l'hypothèse de travaux, fournitures ou services supplémentaires de plus de vingt-cinq pour cent du marché initial.

§ 3. Est également soumise à l'accord du Gouvernement, la passation des concessions de travaux publics et la conclusion des baux de location dont les montants estimés hors T.V.A. correspondent à ceux déterminés au § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Tout projet de convention pouvant avoir pour conséquence d'engager en matière de travaux, fournitures ou services, dans le cadre des seuils prévus au § 1<sup>er</sup>, la Communauté française ou un organisme relevant de l'autorité hiérarchique d'un Ministre doit être également soumis à l'accord du Gouvernement.

§ 5. Pour le calcul des seuils prévus au § 1<sup>er</sup>, il convient de prendre en considération l'ensemble de la dépense découlant du projet de convention.

§ 6. Les crédits affectés aux infrastructures resteront individualisés.

Le Ministre fonctionnel est l'ordonnateur primaire des crédits d'infrastructure et agit d'initiative.

§ 7. La tutelle visée à l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française ne comprend pas l'autorité sur les administrateurs de la Commission communautaire française au sein de la société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois. Cette tutelle est visée à l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 15.** L'accord du Gouvernement est remplacé par l'accord du Ministre-Président dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1°, c, et 39, § 2, 1°, c, de la loi du 24 décembre 1993 relatif aux marchés publics, à certains marchés de travaux, de fourniture et de services pour autant qu'il ne puisse être recueilli préalablement en raison de l'urgence.

Il appartient, dans ce cas, au Ministre compétent d'informer sans délai le Gouvernement. L'urgence invoquée doit être justifiée.

**Art. 16.** Par dérogation à l'article 14, l'accord du Gouvernement n'est pas requis :

1° pour les marchés publics à passer par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint, lorsque cette procédure est consécutive à une adjudication publique ou un appel d'offres général pour lequel l'accord préalable du Gouvernement a été recueilli mais auquel il n'a pas été possible de donner suite en raison des difficultés mineures d'interprétation, soit des dispositions du cahier spécial des charges, soit des offres remises.

Le cahier spécial des charges ne peut subir que les adaptations rendues strictement nécessaires par les difficultés précitées;

2° pour les marchés publics à passer par procédure négociée dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1°, d et e, et 4°, et 39, § 2, 1°, d et g, 3°, c et d, et 5° de la loi du 24 décembre 1993 relatif aux marchés publics, à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

3° dans le cadre de mesures d'office, pour les marchés publics à conclure avec un ou plusieurs tiers pour compte d'un adjudicataire défaillant.

4° pour les marchés passés par procédure négociée sur pied de l'article 17, § 2, 2°, b).

**Art. 17.** Les membres du Gouvernement, le Ministère de la Communauté française et les organismes d'intérêt public qui relèvent de l'autorité hiérarchique d'un Ministre du Gouvernement utilisent le Portail des Marchés Publics de la Région wallonne et de la Communauté française pour la passation des marchés publics qui les concernent.

Chaque membre du Gouvernement veille pour ce qui le concerne à ce que les personnes morales de droit public qui relèvent fonctionnellement de sa compétence utilisent ce même portail pour la passation des marchés publics qui les concernent.

**Art. 18.** Le montant des marchés publics est à évaluer, selon le cas, en fonction des règles fixées par les articles 2, 28 ou 54 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ou par les articles 2, 21 et 41 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

**Art. 19.** Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun.

**Art. 20.** Le Gouvernement accrédite les Inspecteurs des Finances et détermine leur affectation auprès de ses membres sur proposition du Ministre du Budget.

**Art. 21.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement est abrogé.

**Art. 22.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 23.** Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 juillet 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la Tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,  
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,  
Mme I. SIMONIS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29523]

## 25 JULI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende regeling van haar werking

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 25 juli 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 25 juli 2014;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit van de Regering van 17 juli 2009 houdende regeling van haar werking niet meer toepasselijk is op de huidige Regering;

Overwegende dat de Regering de mogelijkheid moet krijgen om zo doeltreffend mogelijk te werken; dat dit de inwerkingtreding van deze bepalingen binnen de kortste termijn noodzakelijk maakt;

Op de voordracht van de Minister-President,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, beraadslaagt en beslist de Regering van de Franse Gemeenschap collegiaal volgens de consensusprocedure en bepaalt zij de beleidskoersen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoren.

**Art. 2.** § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt en beslist geldig over de punten bepaald op de agenda, indien meer dan de helft van haar leden aanwezig is, waarbij elk van de politieke fracties waaruit de meerderheid samengesteld is, vertegenwoordigd wordt.

§ 2. De agenda wordt door de Minister-President opgemaakt.

§ 3. Op de agenda worden systematisch niet geplaatst, behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid :

— de punten waarvoor het advies van de Inspectie van Financiën niet wordt gevoegd, behalve in de gevallen waarin het advies van de Inspectie van Financiën niet vereist is of indien de Inspectie van Financiën haar advies niet binnen de tien kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier heeft uitgebracht;

— de punten waarvoor de toestemming van de Minister van Ambtenarenzaken niet gevoegd is, behalve in de gevallen waarin de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken niet vereist is of indien de Minister van Ambtenarenzaken zijn instemming niet binnen de tien kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier heeft verleend;

— de punten waarvoor de instemming van de Minister van Begroting niet gevoegd is, behalve in de gevallen waarin de instemming van de Minister van Begroting niet vereist is of indien de instemming van de Minister van Begroting ten minste tien kalenderdagen vóór de datum van de vergadering van de Regering werd aangevraagd;

— de punten waarvoor het advies van de specifieke administratieve cel “duurzame ontwikkeling” niet gevoegd is, behalve in de gevallen waarin dat advies niet vereist is of indien het niet binnen de 10 kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier werd uitgebracht.

§ 4. De punten die niet op de agenda geplaatst zijn, worden niet in aanmerking genomen, behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid.

§ 5. Een Minister kan elke zaak aan zich trekken die tot een gedelegeerde bevoegdheid behoort.

§ 6. Het uitstellen van een punt kan vóór de vergadering worden aangevraagd door een lid waarvan de aanwezigheid gewettigd is.

**Art. 3.** Op de voordracht van de Minister-President, kan de Regering voor haar vergadering elke Minister uitnodigen die lid is ofwel van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, ofwel van de Regering van het Waalse Gewest, ofwel van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, en die tot de Franse taalrol behoort.

De uitgenodigde minister heeft de hoedanigheid van “geassocieerde Minister” en komt niet in aanmerking voor de beraadslagingsregels bedoeld in artikel 2.

**Art. 4.** § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt en beslist over elk ontwerp van decreet en van reglementair besluit betreffende de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoren.

§ 2. De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt en beslist over elk voorstel van decreet dat op de agenda van een Commissie in het Parlement van de Franse Gemeenschap wordt geplaatst en kan beraadslagen en beslissen over de amendementsvoorstellen.

§ 3. Zij beraadslaagt en beslist, bovendien, over de gevallen bepaald in de §§ 2 en 3 van artikel 83 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 4. De Regering richt een beperkte ministerraad op die uit de Minister-President en de Vice-Presidenten samengesteld is. Hij vergadert vóór de Regering op initiatief van de Minister-President, die er de agenda van vaststelt. Hij kan worden uitgebreid tot een functionele Minister.

**Art. 5.** § 1. De Regering keurt elk ontwerp van decreet betreffende de begroting van de Franse Gemeenschap goed en regelt de bestemming van de kredieten die de uitgaven van de Franse Gemeenschap moeten dekken.

§ 2. Driemaandelijks wordt een volledige begrotingsstaat betreffende de vastleggingen, de ordonnanceringen en de ontvangsten, aan elk van de leden van de Regering van de Franse Gemeenschap door de Minister van Begroting overgezonden binnen een termijn van veertien dagen na het verstrijken van de betrokken periode.

§ 3. Iedere Minister heeft een rechtstreekse toegang tot de comptabiliteit van de vastleggingen en ordonnanceringen voor de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren.

De Minister-President en de Vice-Presidenten hebben een rechtstreekse toegang tot de comptabiliteit van het geheel van de vastleggingen en ordonnanceringen.

§ 4. Om de zes maand, voor elke instelling van openbaar nut, zendt(en) de functioneel bevoegde Minister(s) een staat betreffende de eventuele investeringsprogramma's van de instelling over.

**Art. 6.** Als de bepalingen betreffende de herverdeling van de basisallocaties niet worden uitgevoerd, wordt de Minister van Begroting belast met het opmaken en voorstellen, gezamenlijk met de functioneel bevoegde Minister, van het ontwerp van beslissing tot goedkeuring van de vastlegging, de ordonnanciering en de betaling van de uitgaven boven de gestemde kredieten of bij weigering van een visum door het Rekenhof.

**Art. 7.** De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt en beslist over elk ontwerp of voorstel van oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de overheidsdiensten en -instellingen die belast worden met de uitvoering van het beleid van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de instellingen die uitsluitend of gedeeltelijk werken door middel van subsidies ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

**Art. 8.** Over de programma's voor materiële investeringen die één of meer jaren dekken wordt in de Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagd vóór de goedkeuring van de begrotingsontwerpen.

Die programma's omvatten inzonderheid de nauwkeurige vermelding van het bedrag van de steungelden en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, hun bestemming en, in voorkomend geval, de vermelding van hun begunstigden.

Dit artikel is niet van toepassing op de schoolgebouwen, het programma voor dringende werken voor de schoolgebouwen van het basisonderwijs en van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde secundair onderwijs, het Waarborgfonds voor schoolgebouwen van het officieel en vrij onderwijs en het Fonds voor Schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

**Art. 9.** Elke omzendbrief met een algemene strekking wordt door de Minister-President medeondertekend.

Elke omzendbrief met een algemene strekking wordt door de auteur ervan aan de leden van de Regering overgezonden.

**Art. 10.** § 1. Voor de toepassing van dit artikel betreffende de ambtenarenzaken, wordt verstaan onder :

— dossiers A :

1° de besluiten met een organiek of reglementair karakter;

2° de toekenning van delegaties inzake personeel en begroting betreffende het ministerie;

3° de organieke personeelsformatie en het organogram van het ministerie;

4° elke akte betreffende de mandatenregeling die onder de Regering uitdrukkelijk ressorteert overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

— dossiers B :

1° de toekenning van andere delegaties aan ambtenaren;

2° de organieke personeelsformaties van de instellingen van openbaar nut;

3° de vakantverklaringen voor de betrekking van adjunct-directeur-generaal-expert en van directeur;

4° de bevorderingen en de toekenning van een hoger ambt in de graad van adjunct-directeur-generaal-expert en van directeur;

5° de definitieve beslissingen voortvloeiend uit de adviezen uitgebracht door de raden van beroep betreffende ambtenaren van ten minstens rang 12;

— dossiers C : de andere administratieve beslissingen betreffende het personeel, met uitzondering van die waarvoor delegaties aan ambtenaren werden toegekend.

§ 2. De secretaris-generaal, de administrateurs-generaal en de directeurs-generaal en de ambtenaren-generaal van de instellingen van openbaar nut zenden elk dossier bedoeld in § 1 gelijktijdig over aan de Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken en aan de functioneel bevoegde Minister(s). Ze zenden bovendien de dossiers A bedoeld in § 1 aan de Minister van Begroting over.

Iedere Minister die het dossier ontvangt, beschikt over een termijn van vijftien werkdagen om zijn advies mee te delen aan zijn collega die bevoegd is om het aan de Regering voor te leggen of om te beslissen. Nadat die termijn is verstreken, wordt het advies als gunstig geacht.

Als de adviezen verschillen, wordt een overleg georganiseerd bij de Minister van Ambtenarenzaken binnen een termijn van tien werkdagen. Als geen akkoord wordt bereikt, wordt het dossier door de Regering onderzocht.

§ 3. Onverminderd de initiatieven die de administratie moet nemen, zijn de volgende Ministers bevoegd om deze de instructies te geven die nuttig zijn voor de voorbereiding van de beslissingen :

— voor de dossiers A, de Minister van Ambtenarenzaken, voor het ministerie, of de Minister van Ambtenarenzaken, op eigen initiatief of op aanvraag van de functioneel bevoegde Minister(s), voor de instellingen van openbaar nut;

— voor de dossiers B en C, de functioneel bevoegde Minister(s), op eigen initiatief, waarbij de Minister van Ambtenarenzaken zonder verwijl daarvan op de hoogte wordt gebracht, of op aanvraag van de Minister van Ambtenarenzaken, voor het Ministerie van de Federatie Wallonië-Brussel, en de functioneel bevoegde Minister(s), voor de instellingen van openbaar nut.

De Minister van Ambtenarenzaken zorgt voor de coherentie van de administratieve toestanden van de ambtenaren.

§ 4. De dossiers A worden aan de Regering door de Minister van Ambtenarenzaken voorgelegd.

De dossiers B betreffende het ministerie worden aan de Regering door de functioneel bevoegde Minister(s) voorgelegd, op eensluidend advies van de Minister van Ambtenarenzaken, dat binnen een termijn van 5 werkdagen wordt uitgebracht.

Voor de tuchtprocedures, als het advies van de Minister van Ambtenarenzaken over het door de functioneel bevoegde Minister(s) voorgelegde voorstel negatief is, zal die het dossier aan de Regering voorleggen, om bijkomende informatie te krijgen.

De dossiers B betreffende de instellingen van openbaar nut worden aan de Regering door de functioneel bevoegde Minister(s) voorgelegd.

§ 5. De Regering alleen is bevoegd voor de dossiers A en B.

Onverminderd de bepalingen van § 3, is(zijn) de functioneel bevoegde Minister(s) bevoegd voor de dossiers C betreffende het ministerie, op voorstel van de administratie. Als de Minister het door de administratie uitgebrachte voorstel niet volgt of als hij geen beslissing neemt, wordt er een overleg georganiseerd bij de Minister van Ambtenarenzaken. Als ze tot geen akkoord komen, wordt de beslissing door de Minister van Ambtenarenzaken genomen.

Er wordt een afschrift van de beslissing van de functioneel bevoegde Minister(s) overgezonden aan de Minister van Ambtenarenzaken.

De functioneel bevoegde Minister(s) is(zijn) bevoegd voor de dossiers C betreffende elk van de instellingen van openbaar nut. Er wordt een afschrift van de beslissing van de functioneel bevoegde Minister(s) onverwijld overgezonden aan de minister van Ambtenarenzaken.

§ 6. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van de beslissingen die door de Regering worden genomen voor alle dossiers A betreffende het ministerie.

De functioneel bevoegde Minister(s) wordt(en) belast met de uitvoering van de beslissingen die door de Regering worden genomen voor de dossiers B betreffende het Ministerie en elk van de instellingen van openbaar nut.

**Art. 11.** Wanneer de Franse Gemeenschap ofwel betrokken wordt bij het ontwerpen of uitstippelen van een beleid, ofwel vertegenwoordigd wordt binnen de organen of instellingen die ermee belast worden, stelt de Regering van de Franse Gemeenschap de bestanddelen van het beleid van de Franse Gemeenschap vast, stelt zij haar vertegenwoordigers bij die organen of instellingen aan, geeft zij hun alle nodige onderrichtingen en ontvangt zij hun verslagen.

**Art. 12.** § 1. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden toekent, is enkel de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd om, in naam van de Franse Gemeenschap, een advies uit te brengen ten aanzien van de federale, Gemeenschaps-, Europese of internationale overheden of instellingen alsook om hun een verslag of een aanvraag mee te delen.

§ 2. De Minister-President coördineert elke procedure inzake advies, overleg, vereniging, geschillen of samenwerking met de federale Staat, de deelstaten of de Europese en internationale instellingen.

Die procedures worden gezamenlijk door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister, op initiatief van deze, voorbereid.

§ 3. De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt en beslist over de ontwerpen van verdrag en samenwerkingsakkoord, op de voordracht van de Minister-President, gezamenlijk met de functionele Minister en met de Minister belast met de internationale betrekkingen, als het gaat om ontwerpen van verdrag of samenwerkingsakkoord met een internationale strekking.

§ 4. Voordat de verdragen en samenwerkingsakkoorden door de Regering van de Franse Gemeenschap worden goedgekeurd, worden ze gezamenlijk door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister voorbereid, op initiatief van deze, of gezamenlijk door de Minister belast met de internationale betrekkingen en de functioneel bevoegde Minister, als het gaat om ontwerpen van verdrag of samenwerkingsakkoord met een internationale strekking.

**Art. 13.** § 1. De Regering beraadslaagt en beslist niet over :

- 1° de toekenning van kredieten die nominatief ingeschreven zijn op de begroting van de Franse Gemeenschap;
- 2° de besluiten tot toekenning van een subsidie ten laste van de begroting waarvan het opschrift alleen de naam vermeldt van de persoon die de subsidie geniet;
- 3° de investeringen van de universitaire instellingen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd;
- 4° de toekenning van subsidies en de contracten voor dienstverlening die aan te rekenen zijn op de begroting van de gewone uitgaven, waarvan het gecumuleerde bedrag, over eenzelfde boekjaar en voor eenzelfde begunstigde, lager is dan 250.000 EUR;
- 5° de principiële beloften alsook de toekenning van subsidies die aan te rekenen zijn op de begroting van de kapitaaluitgaven, waarvan het gecumuleerde bedrag, over eenzelfde boekjaar en voor eenzelfde begunstigde, lager is dan 750.000 EUR;
- 6° de rechtstreekse investeringen waarvan het bedrag lager is dan 750.000 EUR;
- 7° de vastlegging en vereffening van de verplichte en automatische werkingssubsidies en -toelagen voor het onderwijs, ongeacht hun bedrag, als de bepaling van dit bedrag wordt vastgesteld door wets-, decreet- of verordeningsbepalingen;
- 8° de vastlegging en vereffening van andere verplichte en automatische subsidies, ongeacht hun bedrag, als de bepaling van dit bedrag wordt vastgesteld door wets-, decreet- of verordeningsbepalingen, zonder dat de verantwoordelijke Minister zou kunnen optreden noch voor het toekennen van de subsidie noch voor de bepaling van het bedrag ervan;
- 9° behoudens de voorzitters en ondervoorzitters worden de leden van de raden van beroep en van de paritaire commissies in het onderwijs, voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties en de inrichtende machten, aangesteld door de Minister van Ambtenarenzaken, in overleg met de bevoegde Ministers.
- 10° a) de samenstelling, de werking en de aanstelling van de leden van de adviescommissies, de hoge raden en de adviesraden;

b) op het einde van elk kalenderjaar wordt evenwel een lijst bezorgd aan de Regering houdende vermelding van de vastleggingen inzake gewone uitgaven, principiële beloften en de vastleggingen inzake kapitaaluitgaven die lager zijn dan 750.000 EUR en hoger zijn dan 125.000 EUR, alsook de opsomming van de nieuwe dienstverleningen en instellingen die worden erkend en gesubsidieerd met toepassing van de decreet- of verordeningsbepalingen.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de uitgaven van de schoolgebouwen, van de instellingen van openbaar nut van het type B, van de instellingen die onderworpen zijn aan een beheersovereenkomst, van de verenigingen zonder winstoogmerk die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

11° de akten met een individuele strekking (met inbegrip van de tuchtsancties en procedures, met uitzondering van de tuchtsancties die gelijk zijn aan of hoger zijn dan de overplaatsing bij tuchtmaatregel) betreffende de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen, de inspectiediensten en de PMS-centra.



§ 2. Aan de functioneel bevoegde Minister worden de activiteitenverslagen, jaarrekeningen en financiële balansen van de verenigingen zonder winstoogmerk voorgelegd die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Er wordt een afschrift aan de Minister-President en aan de Minister van Begroting overgezonden.

De Regering beslist over de oprichting van nieuwe VZW's die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

§ 3. 1° Wat de opleiding tijdens de loopbaan betreft, organiseert iedere Minister die opleiding voor het onderwijsniveau waarvoor hij bevoegd is.

2° Iedere Minister wordt ertoe gemachtigd bevelen te geven aan de Inspecteurs die behoren tot het onderwijsniveau waarvoor hij bevoegd is.

3° Wat het onderzoek betreft, indien een onderzoeksprogramma betrekking heeft op een welbepaald punt van het fundamenteel onderzoek en het toegepast onderzoek, zal er hierover overleg gepleegd worden tussen de Minister van wetenschappelijk onderzoek, enerzijds, en de functionele Minister van toegepast onderzoek, anderzijds.

**Art. 14.** § 1. Aan de toestemming van de Regering wordt onderworpen : de keuze van de wijze van gunning, met inbegrip van de aankondiging van de opdracht, van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 6, eerste lid van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, hierna "de wet" genoemd, waarvan de raming hoger ligt dan de in onderstaande tabel opgenomen bedragen :

	Openbare aanbesteding of algemene offerte-aanvraag	Beperkte aanbesteding of beperkte offerte-aanvraag Onderhandelingsprocedure met bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	(8.550.000 EUR)	(1.850.000 EUR)	(570.000 EUR)
Leveringen	(5.700.000 EUR)	(570.000 EUR)	(290.000 EUR)
Diensten	(1.715.000 EUR)	(290.000 EUR)	(145.000 EUR)

§ 2. De toestemming van de Regering is ook vereist vóór de aanbesteding van de opdracht, wanneer het geraamde bedrag van de opdracht lager is dan het overeenstemmende bedrag bepaald in § 1, maar het bedrag van de goed te keuren offerte dat bedrag met meer dan vijftien procent overschrijdt, of, bij bijkomende werken, leveringen of diensten, met meer dan vijftientig procent van de oorspronkelijke opdracht.

§ 3. Aan de toestemming van de Regering wordt eveneens onderworpen, het gunnen van concessies voor openbare werken en het sluiten van huurovereenkomsten waarvan de geraamde bedragen, B.T.W. niet inbegrepen, overeenstemmen met deze die bepaald zijn in § 1.

§ 4. Elk ontwerp van overeenkomst dat als gevolg kan hebben dat de Franse Gemeenschap of een instelling die onder het hiërarchische gezag van een Minister ressorteert een verbintenis zou aangaan inzake werken, leveringen of diensten, in het kader van de minimumbedragen bepaald in § 1, wordt eveneens aan de toestemming van de Regering onderworpen.

§ 5. Voor de berekening van de minimumbedragen bepaald in § 1, dient het geheel van de uitgave die uit het ontwerp van overeenkomst voortvloeit, in aanmerking te worden genomen.

§ 6. De kredieten die voor de infrastructuur worden bestemd, blijven geïndividualiseerd.

De functionele Minister is de oorspronkelijke ordonnateur voor de infrastructuurkredieten en handelt op eigen initiatief.

§ 7. Het toezicht bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 2014 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering omvat niet het gezag over de bestuurders van de Franse Gemeenschapscommissie binnen het overheidsbedrijf voor het bestuur van de Brusselse schoolgebouwen. Dat toezicht wordt bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 2014 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering.

**Art. 15.** In de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, c, en 39, § 2, 1°, c, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, wordt de toestemming van de Minister-President verleend in plaats van de toestemming van de Regering, voor zover deze niet vooraf kan worden verleend wegens de dringende noodzakelijkheid.

In dat geval moet de bevoegde Minister zonder verwijl de Regering op de hoogte daarvan brengen. De ingeroepen dringende noodzakelijkheid moet met redenen worden omkleed.

**Art. 16.** In afwijking van artikel 14, is de toestemming van de Regering niet vereist :

1° voor de overheidsopdrachten die te gunnen zijn bij beperkte aanbesteding of bij beperkte offerteaanvraag, wanneer die procedure het gevolg is van een openbare aanbesteding of een algemene offerteaanvraag, waarvoor de voorafgaande toestemming van de Regering werd verkregen maar waaraan het niet mogelijk is geweest om er een gevolg aan te geven ten gevolge van kleine moeilijkheden bij de interpretatie ofwel van het bestek, ofwel van de voorgelegde offertes.

Het bestek kan alleen de aanpassingen ondergaan die strikt noodzakelijk worden gemaakt door voornoemde moeilijkheden;

2° voor de overheidsopdrachten die te gunnen zijn bij een onderhandelingsprocedure in de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, d en e, en 4°, en 39, § 2, 1°, d en g, 3°, c en d, en 5° van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

3° in het kader van maatregelen van ambtswege, voor de overheidsopdrachten die te gunnen zijn met één of meer derden voor rekening van een in gebreke gebleven aannemer.

4° voor de opdrachten gegund ingevolge een onderhandelingsprocedure op grond van artikel 17, § 2, 2°, b).

**Art. 17.** De leden van de Regering, het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het hiërarchische gezag van een Minister van de Regering ressorteren, gebruiken de portaalsite van de overheidsopdrachten van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap voor het gunnen van de opdrachten die betrekking hebben op hun bevoegdheid.

Ieder lid van de Regering zorgt, wat hem of haar betreft, ervoor dat de publiekrechtelijke rechtspersonen die functioneel onder zijn bevoegdheid ressorteren, datzelfde portaalsite gebruiken voor het gunnen van de overheidsopdrachten die ze aangaan.

**Art. 18.** Het bedrag van de overheidsopdrachten is, naargelang van het geval, te ramen op grond van de regels vastgesteld in de artikelen 2, 28 of 54 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken of in de artikelen 2, 21 en 41 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie.

**Art. 19.** In de aangelegenheden die hun worden toegekend, hebben de Ministers volmacht om, onverminderd de andere bepalingen bedoeld bij dit besluit, de wetten, decreten, besluiten, verordeningen en omzendbrieven, toe te passen.

Voor de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van verschillende Ministers ressorteren, wordt het overleg reeds sedert de fase van het eerste opstellen van de voorstellen georganiseerd met het oog op de gezamenlijke latere goedkeuring ervan.

**Art. 20.** De Regering accrediteert de Inspecteurs van Financiën en bepaalt hun aanwijzing bij haar leden op de voordracht van de Minister van Begroting.

**Art. 21.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2009 houdende regeling van haar werking wordt opgeheven.

**Art. 22.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

**Art. 23.** De Ministers worden, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 juli 2014.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,

Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel, belast met het Toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Sport,

R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

Mevr. I. SIMONIS

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C – 2014/02050]

#### Personeel. — Opruststelling

Bij koninklijk besluit van 3 juli 2014, is aan de heer Urbain BRUGGEMAN, rijksambtenaar in de klasse A4 met de titel van adviseur-generaal bij de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie, eervol ontslag uit zijn functies verleend met ingang van 1 mei 2015.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is ertoe gemachtigd de titel van haar ambt eershulve te voeren.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

[C – 2014/02050]

#### Personnel. — Pension de retraite

Par arrêté royal du 3 juillet 2014, démission honorable de ses fonctions est accordée à partir du 1<sup>er</sup> mai 2015 à M. Urbain BRUGGEMAN, agent de l'Etat dans la classe A4 avec le titre de conseiller-général au Service public fédéral Personnel et Organisation.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et autorisée à porter le titre honorifique de sa fonction.